



COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU HAUT VALLESPİR

Extrait du registre des délibérations

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures trente, les membres du Conseil Communautaire, régulièrement convoqués, se sont réunis au Centre Sud Canigó Sports et Pleine Nature, route de la Baillie, à Arles sur Tech, lieu préalablement choisi par ses membres, sous la présidence de Monsieur Claude FERRER, Président.

La convocation a été transmise par voie dématérialisée le 24 juin 2022.

Etaient présents (19) :

- Conseillers d'Amélie-les-Bains-Palalda : MME Marie COSTA et M. Frédéric DEPERROIS.
- Conseillers d'Arles sur Tech : MMES Catherine BARNEDES, Jocelyne RIBUIGENT, MM. Jérôme MOLAS, David PLANAS et André XIFFRE.
- Conseiller de Corsavy : M. Antoine CHRYSOSTOME.
- Conseiller de Coustouges : M. Jean-Louis CASANOVA
- Conseiller de La Bastide : M. Daniel BAUX.
- Conseiller de Lamanère : MME Gisèle JUANOLE.
- Conseiller de Le Tech : M. Guillaume CERVANTES.
- Conseiller de Montbolo : M. Hervé COLAS.
- Conseiller de Montferrer : -
- Conseillers de Prats-de-Mollo-La Preste : M. Claude FERRER.
- Conseillers de Saint Laurent de Cerdans : MME Marie-Madeleine SAN JUAN, MM Yves BENASSIS et Louis CASEILLES.
- Conseiller de Saint Marsal : -
- Conseiller de Serralongue : M. Philippe JUANOLA
- Conseiller de Taulis : MME Martine MAUGUIN

Absents excusés (11) : MMES Ingrid DUNYACH, Michelle DUNYACH, Danielle HERBAIN, Jeanne MAISON et Christine SITJA, MM Michel ANRIGO (suppléé par Jean-Louis CASANOVA), Alain CADENE, Jean-Marie CORCOY, Jean-Victor HERETE et Alexandre REYNAL et Jean-Louis VIRGILI.

Pouvoirs (6) : MMES Simone BERIO (procuration à Frédéric DEPERROIS), Magali YOVANOVITH (procuration à Marie COSTA), MM Richard COLL (procuration à Marie COSTA), Jean-Marie GOURGUES (procuration à Philippe JUANOLA), Guy METIVIER (procuration à Martine MAUGUIN) et Bernard REMEDI (procuration à Claude FERRER).

Soit 19 membres présents sur un effectif de 35, le quorum est atteint.

M. Frédéric DEPERROIS est élu secrétaire de séance.

OBJET : DELEGATION DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN A LA COMMUNE DE MONTBOLO

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-17 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment l'article L.210-1 et suivants ainsi que l'article et R.2111-1 et suivants ;

Vu la délibération de la commune de Montbolo en date du 03 mars 2014 instituant le Droit de Préemption Urbain sur son territoire.

Vu l'arrêté préfectoral n° 2017363-0005 du 29 décembre 2017 portant extension des compétences urbanisme et actualisation des statuts de la communauté de communes du Haut Vallespir ;

Considérant qu'à cette date du 29 décembre 2017 le Droit de Préemption Urbain applicable sur le territoire de la commune de Montbolo a été transféré d'office à la Communauté de Communes du Haut-Vallespir.

Considérant qu'aux termes de l'article L. 213-3 du code de l'urbanisme, le titulaire du droit de préemption peut déléguer son droit à l'Etat, à une collectivité locale, à un établissement public y ayant vocation ou au concessionnaire d'une opération d'aménagement.

Considérant la demande de la commune de Montbolo en date du 15 juin 2022, il est proposé au Conseil Communautaire de se prononcer sur la délégation de l'exercice de ce droit de préemption urbain.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **DECIDE DE DONNER DELEGATION** de l'exercice du droit de préemption urbain à la commune de Montbolo sur les Zones : **U et AU** de son territoire communal dont le périmètre est précisé au plan ci-annexé ;
- **DIT** que la présente délibération sera transmise à M. le Préfet des Pyrénées Orientales pour contrôle de légalité, affichée à la Mairie de la commune de Montbolo et au siège de la Communauté de communes du Haut Vallespir, et publiée sur les sites internet des deux collectivités ainsi que sur les annonces légales de deux presses locales.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus,
Ont signé au registre tous les membres présents.
« Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations. »

Certifié exécutoire après :

Transmission en Préfecture le :

Affiché le :

Publié sur le site internet : 25/07/22

Fait à Arles sur Tech, le 29 juin 2022,


Le Président,
8. Boulevard
du Riuferrer
66150
Arles-sur-Tech
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU HAUT VALLESPIR
Claude FERRER.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité décisionnaire dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier, par courrier (TA MONTPELLIER 6 rue Pitot-34000 Montpellier) ou par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr, et ce dans le même délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification.